

Sommaire

ÉDITORIAL

Claude PRUDHOMME 3 Les clercs et la politique : un débat sans fin ?

DOSSIER

La politisation des clercs (xix^e-xx^e)

Dirigé par Yann Raison du Cleuziou

- Yann RAISON DU CLEUZIOU 9 Introduction
- Valérie ASSAN 13 Des rabbins français en Algérie coloniale.
De la mission civilisatrice à la lutte
contre l'antisémitisme
- Christian CHANEL 29 Raréfaction ou renouveau de l'engagement
politique des clercs ?
L'exemple suédois (1866-1970)
- Jean-Michel VASQUEZ 47 Le R.P. Francis Aupiais, missionnaire,
ethnographe et député
- Frédéric KNERR 69 Propagande catholique et anticommunisme rural.
Un militantisme clérical aux marges du politique
durant l'entre deux-guerres dans les diocèses
du Sud-Ouest (Agen-Bordeaux)
- María José Esteban ZURIAGA 85 Prêtres progressistes sous l'Espagne de Franco.
Du national catholicisme à l'antifranquisme
- Yann RAISON DU CLEUZIOU 103 La politisation sacerdotale comme iconoclasme
religieux. Le cas des dominicains engagés
dans le mouvement Chrétiens-marxistes.
- Sabine ROUSSEAU 127 La Justice contre l'Injustice.
Henri Burin des Rozières à Annecy
dans les années 1970

VARIA

- Vincent PETIT 139 Bons et mauvais prêtres au sortir de la Révolution.
Une enquête sur le clergé franc-comtois
en 1817-1821

CHRONIQUES

- 161 Entretien avec les directeurs du dictionnaire
Le monde du catholicisme

LECTURES

- 165 Compte rendu de thèse
- 167 Comptes rendus d'ouvrages sur le thème
« Religion et politique dans le catholicisme
français contemporain »
- 175 Résumés / Abstracts

Éditorial

Les clercs et la politique : un débat sans fin ?

CLAUDE PRUDHOMME

Rédacteur en chef

Les clercs peuvent-ils s'engager publiquement en politique ou sont-ils tenus à un devoir de réserve ? L'interrogation ne vaut pas seulement pour les clercs, au sens strict du terme, c'est-à-dire les membres du clergé des Églises chrétiennes qui se sont historiquement construites sur la distinction entre clercs et laïcs. Elle concerne aussi les Églises qui ont rejeté cette séparation avec les Réformes du xvi^e siècle sans abolir toute hiérarchie interne. Elle peut s'appliquer, par analogie, aux autres religions dès lors qu'elles distinguent les croyants par leur statut, leurs fonctions, l'autorité qui leur est reconnue. Dans chacune d'elles des individus se voient reconnus une légitimité à dire le vrai (l'orthodoxie) et exercent une influence sur la société au-delà du champ strictement religieux. Sans être des clercs à proprement parler, pasteurs, rabbins, imams, bonzes etc., se trouvent ainsi investis d'une autorité qui donne à leur parole un poids particulier.

Si le dossier proposé s'attache pour la majorité des cas au clergé catholique, il comporte deux contributions originales, la première consacrée aux rabbins dans l'Algérie coloniale et la seconde aux pasteurs de l'Église d'État en Suède. Cette diversité suggère que les questions posées traversent toutes les religions et n'ont cessé de diviser les fidèles, y compris dans l'islam ou le bouddhisme comme en témoigne amplement l'actualité.

De cette tension entre partisans d'une neutralité des clercs censée préserver l'unité et la tranquillité de la communauté des

croyants et ceux qui prônent un engagement politique au nom de la cohérence avec les valeurs dont ils se réclament, l'élection présidentielle française de 2017 a été une excellente illustration. Le 4 mai 2017, les représentants des principales organisations représentatives chrétiennes, juives et musulmanes prenaient parti pour Emmanuel Macron en soulignant que, si leurs fonctions les obligeaient à la neutralité politique, leur responsabilité comme citoyens leur imposait d'appeler à voter pour Macron. Mais à la surprise de beaucoup, on ne trouvait pas à la fin du communiqué la signature des responsables du catholicisme et de l'orthodoxie.

Le malaise est particulièrement sensible au sein de l'Église catholique dont l'épiscopat a renoncé à choisir entre les deux candidats en présence pour le second tour, tout en laissant entendre qu'il ne mettait pas sur le même plan les deux adversaires. Confronté à la montée des critiques, certains évêques sont intervenus de manière plus explicite dans leur diocèse, voire ont tenus à s'associer sur le plan local à une déclaration commune avec d'autres responsables religieux. Sans surmonter les contradictions.

De cette vaste hésitation témoigne le communiqué des responsables d'Églises de Lyon, catholique, protestantes, orthodoxes, publié le mercredi 3 mai 2017. Fruit d'un compromis au sein de chaque Église et entre les Églises, le texte tente de préserver le refus d'un engagement explicite pour un candidat en n'en nommant aucun tout en insistant sur le danger que représente un « parti au discours nationaliste dangereux ». Le document nous semble mériter d'être largement cité.

« Nos Églises à Lyon sont aussi diverses que la société que nous formons. Cette grande diversité, dans notre manière de vivre, de célébrer, de penser et d'agir dans notre monde, ne nous empêche pas d'être très profondément unis en Christ, et constitue pour nous une occasion féconde d'enrichir notre réflexion en nous ouvrant à l'échange, au débat, au partage... C'est ce que nous vivons avec gratitude au sein du Conseil des Responsables des Églises de Lyon depuis des années. Cette diversité s'exprime aussi naturellement dans les sensibilités, les convictions et les engagements politiques de chacun : il n'existe pas en tant que tel un vote "chrétien" de même, et c'est heureux, qu'aucune de nos Églises n'est, ni ne sera jamais liée à quelque parti politique que ce soit.

Dans cette période de grande incertitude [...], nous constatons un désarroi profond chez un nombre important de nos concitoyens et des membres de nos Églises peinent à trouver une motivation pour s'exprimer par leur vote lors du second tour de scrutin.

Cette situation d'une ampleur inédite n'est pas sans risque car nous ne pouvons pas considérer comme anodine la présence au

second tour d'un parti qui, historiquement a toujours été porteur d'un discours nationaliste dangereux dont la mise en œuvre serait désastreuse. Nous croyons que l'Évangile que nous avons reçu et que nous essayons de vivre, nous engage sans cesse à être des "artisans de paix", des "affamés et assoiffés de justice". C'est pourquoi aujourd'hui nous tenons à rappeler ensemble que nous sommes et nous serons toujours clairement engagés pour que reculent les discriminations, les inégalités, la violence, la xénophobie et toutes les paroles de haine qui fracturent notre société.

C'est ainsi que nous entendons prendre part à la responsabilité commune de construire et servir la société dans laquelle Dieu nous donne de vivre ».

Cette invitation à s'engager dans la Cité sans choisir son camp à un moment crucial, à ne pas imposer des choix par respect de la liberté de chacun (tout en suggérant de voter contre la candidate du Front national), aboutit ainsi à une paralysie. Le retour à l'histoire permet de mieux comprendre l'embarras de la hiérarchie. La neutralité revendiquée, les articles du dossier le montrent clairement, n'a jamais empêché des clercs de s'engager dans un combat politique, quand bien même il était périlleux comme celui de quelques prêtres espagnols contre le régime franquiste. Et leurs supérieurs ecclésiastiques ont toléré cet engagement ou modulé leurs sanctions en fonction du contexte. De la lutte contre la laïcisation de l'État au combat contre le communisme, ou au contraire contre l'ordre établi, les engagements publics de clercs n'ont pas manqué. Ils prennent parfois des formes plus complexes comme l'illustre au Dahomey le missionnaire Francis Aupiais à la Libération. Ils conduisent exceptionnellement à choisir la voie du maquis, celui de la Résistance en Europe ou de l'Amérique latine abordée ici. Plus fréquemment ils déterminent un combat pacifique en faveur de groupes opprimés, à l'image des dominicains évoqués par deux contributions. Au fil des lectures, on verra ainsi la diversité des motivations, des positionnements, des engagements, d'une droite résolument conservatrice à une gauche ouvertement contestataire. On vérifie que la fonction tribunicienne du clerc a été exercée dans des directions contraires qui traduisent des conceptions divergentes, voire opposées du rôle du clerc, et surtout des religions dans la Cité. Il resterait à mesurer l'impact réel de ces prises de position, non seulement pour le christianisme, mais aussi pour toutes les religions.

En regard de ces approches, l'article retenu pour les *varia* nous fait entrer au plus près du terrain dans la réalité du groupe des clercs d'un diocèse ordinaire, celui de Besançon au lendemain de la Restauration de la monarchie en 1815. On y vérifiera la permanence de la méfiance des évêques à l'égard de clercs qui n'obéissent pas à leurs normes et prennent des libertés avec les orientations du moment.

Mais le dossier prouve l'impuissance à imposer dans les décennies suivantes un modèle unique de clercs renonçant à penser et à agir par eux-mêmes.

Cette livraison se clôt par la présentation d'ouvrages d'histoire qui ont tous en commun d'illustrer les rapports difficiles et mouvants entre catholicisme et politique. De l'itinéraire de personnages qui ont compté en leur temps, à celui de groupes de catholiques qui ne cessent de se redéfinir dans la pluralité de leurs choix, les ouvrages retenus montrent la permanence du besoin de s'engager et de se donner une identité. Et à ceux qui sont peu familiers de ces querelles internes, le nouveau dictionnaire consacré au *Monde du catholicisme*, présenté dans les Chroniques, devrait fournir les repères nécessaires.

*L'abbé Pierre, député de 1945 à 1951,
photographié en 1999
(source : Wikipedia, Studio Harcourt Paris)*